

Sécurité de la vieillesse

pour enfin aboutir à la présentation d'une loi, au cours du présent Parlement, afin de répondre aux besoins de ces catégories de personnes qui ont droit d'avoir la sécurité, la reconnaissance de leur pays.

Si on examine la situation sérieusement, on constate que des milliers de jeunes gens et jeunes filles de 18 à 30 ans sont sans travail. Ce sont des personnes qualifiées, qui ont fait des études, qui sont en mesure de bien servir le pays, mais qui ne trouvent pas d'emploi. Et cela n'est pas une surprise pour le gouvernement. Le gouvernement est au courant de cela. Je suis convaincu qu'il est également sensibilisé à cette situation malheureuse. Je pense que ce serait dans l'intérêt du pays que l'on puisse permettre aux personnes de 60 à 65 ans qui veulent prendre leur retraite, de faire place aux jeunes pour que ceux-ci puissent à leur tour donner leur plein rendement, afin qu'ils se méritent, lorsqu'ils seront plus âgés, plus vieux, ce droit à la sécurité pendant la vieillesse. Alors il faut leur donner cette occasion. Et je suis convaincu qu'avec cette mesure, si le gouvernement voulait bien adopter la recommandation du parlement, qu'il y aurait une amélioration sensible. Il ne faut pas se le cacher, nous traversons présentement des situations excessivement difficiles et nous avons beaucoup de foyers qui sont au seuil de la misère.

Je ne voudrais absolument pas dramatiser, mais samedi dernier le 12 novembre, à 8 heures du matin on sonne à ma porte. Alors je vais répondre et un homme de 30 ou 35 ans se présente et demande si c'est là la demeure du député. Je lui réponds: Bien oui c'est à lui que vous parlez. Vous avez affaire à lui? Il dit: Oui, certainement. Alors je lui dis: Entrez. Il me dit donc: Attendez, je vais aller chercher ma «gang». Sa «gang», moi je ne savais pas ce que cela signifiait. Alors il est entré avec son épouse et ses quatre enfants, de deux à 11 ans. Là il me fait part de sa situation. Il ne venait pas me demander la charité. Il venait me demander si je ne pouvais pas l'aider à obtenir un emploi. Il veut faire vivre sa famille. Je me rends compte que ce père de famille est dans une situation dépressive et, à causer avec lui, je me rends compte qu'il est plein de cœur, qu'il veut travailler, qu'il veut absolument gagner sa vie, mais il n'y a pas d'emploi dans le milieu où il vit. En ce qui a trait aux prestations d'assurance-chômage, il n'aime pas cela, et il sait très bien que ce n'est pas une façon de s'assurer un revenu permanent. En ce qui a trait au bien-être social, il se dit trop jeune pour penser à cela.

● (1730)

Monsieur le président, il existe des milliers de personnes malheureuses. Le Parlement devrait décider de recommander au gouvernement d'apporter un amendement aux lois visées par la motion. On ne peut pas être pire qu'on ne l'est déjà. Est-ce que cela coûtera plus cher? Je ne le pense pas. Des calculs sérieux ont été faits. Si l'on met au travail les personnes que l'on fait vivre du bien-être social et qui sont aptes à travailler, cela voudra dire qu'on n'aura plus à payer pour ces personnes. Elles paieront des impôts qui apporteront des revenus au Trésor national, et les personnes de soixante ans recevront la pension de sécurité de la vieillesse. Cela serait un échange, même s'il en coûtait quelques millions de dollars de plus. A mon avis, il serait avantageux pour le Canada de tenter l'expérience.

Je lisais, il n'y a pas tellement longtemps, une déclaration de l'honorable ministre des Finances (M. Chrétien), déclaration

[M. Lambert (Bellechasse).]

qui a été reportée dans les journaux, je crois que c'est vrai, à tout événement, jusqu'à preuve du contraire, je dois croire ce qui a été publié dans les journaux, le ministre des Finances a dit ceci: «Les Canadiens sont trop économes, ils économisent trop. Les Canadiens ne dépensent pas assez». Et il a ajouté: «Ils vont dépenser en Floride».

Monsieur le président, ceux qui vont dépenser en Floride, ce sont ceux qui reçoivent assez de revenus pour se déplacer et aller là-bas. Mais ce ne sont pas ceux qu'il faut aider! Mais non, il faut aider ceux qui n'ont pas assez de revenus, les salariés moyens, les petits salariés, ceux qui n'ont pas suffisamment. Ceux-là vont dépenser au Canada, ils n'iront pas dépenser ailleurs. Il est certain qu'en augmentant leur revenu on leur permettra de dépenser davantage, cela activera l'économie de notre pays, parce que ces personnes sont habituées d'acheter les choses nécessaires au quotidien.

C'est justement là que se trouve le problème aujourd'hui. Il y a des industries qui fonctionnent au ralenti, d'autres ferment leurs portes. Il y a des faillites épouvantables à cause du manque de vente de leur production et, en même temps, il y a des gens qui manquent du nécessaire. On se débat dans un cercle vicieux. Le chien court après sa queue et ne la rejoint jamais mais il court toujours. Nous, nous sommes aux prises avec cela.

L'inflation, pour ces gens-là, c'est quelque chose de grave. L'inflation est une hausse constante des prix, ce qui empêche ceux qui ne reçoivent pas une augmentation de revenus de satisfaire leurs besoins d'une façon normale. L'inflation touche surtout ces personnes et ces familles et la situation s'aggrave de semaine en semaine et de mois en mois.

Au sujet de l'électricité, dans la province de Québec, car je parle de ma province surtout, en 1962 le gouvernement décida de nationaliser l'électricité. Cela devait nous rendre «maîtres chez nous».

Dans les journaux, on voyait la clef du «maîtres chez nous». Elle était tellement longue qu'on ne pouvait pas la photographier de bas en haut. Il fallait la prendre en diagonale, pour rendre plus précis le «maîtres chez nous». Regardons aujourd'hui l'augmentation des taux d'électricité. On me dira probablement: Mais c'est à cause de la Baie James, cela coûte tellement cher à développer. Cela a coûté 6 milliards de dollars, et on en est à 24 milliards de dollars. Je lisais dans un bulletin qu'il en coûtera 18 milliards de dollars, seulement en intérêts. C'est ça le désordre, monsieur le président. Il est évident que si nous récompensons toujours davantage le capital argent une fois, deux fois, trois fois, quatre fois, cinq fois, il est évident que nous allons mettre beaucoup d'argent de ce côté-là et que nous ne serons pas en mesure de faire face à nos obligations et permettre aux personnes âgées de vivre convenablement. Il est sûr également que nous ne serons pas en mesure d'entreprendre le développement économique et industriel et que le chômage va augmenter. On nous prédit justement qu'à l'hiver cela va être épouvantable.

Quand j'entends des propos comme ceux-là, cela me désole. J'entendais récemment un éminent savant qui disait que pour ramener la situation à la normale il n'y a qu'une chose à faire, savoir, une guerre. Qui a dit cela? Je pourrais le nommer mais par respect je ne le nommerai pas. A tout événement il faudrait une guerre, il faudrait aller massacrer les autres, mais pas nous autres, une guerre c'est cela. C'est entre les humains.